ramses 2021

SOUS LA DIRECTION DE **THIERRY DE MONTBRIAL** ET **DOMINIQUE DAVID**

ifri

LE GRAND BASCULEMENT ?

- **SANTÉ/CLIMAT :** COVID-19, ET MAINTENANT ?
- **EUROPE :** SE REFAIRE OU SE DÉFAIRE
- **MONDE ARABE :** 10 ANS APRÈS LE FAUX PRINTEMPS

DUNOD

Après le virus

vidéo
http://dunod.link/6scmg59

Ce n'est pas une découverte : la crise révèle. Elle éclaire, d'un coup, des réalités jusqu'alors rampantes, seulement entrevues. C'est le cas de la crise du COVID-19, qui n'a pas tant été une crise mondiale – le monde entier n'a pas été uniformément touché – qu'une crise à effet mondial.

Elle nous incite à considérer différemment les logiques et les conséquences de la globalisation, à la fois concrètement et symboliquement : sur la santé, sur l'environnement de la vie humaine, sur nos souverainetés. Elle interroge la gouvernance internationale, et au premier chef une capacité de décision qui nous touche directement : celle de l'Union européenne (UE). Et elle nous replonge dans l'incertitude sur l'avenir de notre Sud, en particulier du monde arabe, dont nous avons tant craint qu'un virus ne vînt parachever son malheur.

À mondialisation virale, virus mondialisé

Le virus est emblématique de la mondialisation : il circule, nul ne contrôle ni ne maîtrise sa circulation – au sens propre, erratique –, et il promet des conséquences mal imaginables à l'échelle de nos sociétés. Il incarne un éventail de perturbations nouvelles naissant de la globalisation, et dont nous n'avons pas pris la mesure – imposant violemment l'idée que nos modèles de développement, ou simplement nos modes de vie, pourraient finir par saper leurs propres bases. La sécurité, objet premier, dans toutes ses définitions, de l'action politique, est brutalement mise en cause, dans sa forme la plus privée c'est-à-dire la plus large : la dimension sanitaire – une dimension de « sécurité civile » devenue centrale pour les Occidentaux depuis que la guerre n'est plus chez eux, et que leur sécurité ne signifie (presque) plus la protection militaire des corps.

Face à la crise, qui répond ? Qui gouverne ? À l'échelle qu'impose le problème : personne. Il n'y a pas de gouvernance spécifique du « transversal », des questions mondialisées – santé, environnement, technologies informationnelles… Le multilatéralisme, toujours mis en cause par les crises qui renvoient aux égoïsmes nationaux, est aujourd'hui en piteux état, dans un monde où dérégulation et affirmation de puissance sont les maîtres-mots. Les grand-messes multilatérales existent toujours ; elles ont même, sur le sujet climatique, donné quelque espoir que la défense des « biens communs » suscite un nouvel universalisme. Cinq ans après l'accord de Paris, l'universalisme climatique demeure un beau spectacle, sans guère de résultat.

Une chose est claire : nous vivons la fin d'un cycle, celui d'une mondialisation pensée comme unique logique politique, trouvant en elle-même sa propre fin

et son système d'auto-gouvernance. Mais proclamer une échéance est aisé, et imaginer le chemin nouveau, difficile. Une mondialisation « raisonnable » devrait inventer les moyens de gérer les biens désormais communs de l'humanité ; et un équilibre inédit entre différents niveaux et systèmes de pouvoirs : États, ensembles interétatiques, forums transversaux, entités représentatives des sociétés civiles, etc.

L'affaire est tellement complexe – comme en témoigne, sur son créneau particulier, le programme de *Green Deal* européen – qu'il se pourrait bien que « la transition » vers un monde nouveau se résume à prolonger l'ancien. Dans cette hypothèse, le système international pourrait être vraiment déséquilibré par le retour à des souverainetés largement impuissantes à traiter de problèmes transversaux de plus en plus pressants. Si les souverainetés sont accoutumées à gérer des problèmes relativement classiques sur le court terme (contrôle des populations, activation des systèmes sanitaires, etc.), elles sont impuissantes à gérer seules les problèmes communs de long terme.

« Changer de logiciel » : modifier à la fois la logique mentale et les procédures – les institutions – qui en découlent, l'évidence semble là, au cœur de l'héritage de crise. Peut-être le pourrons-nous, mais avec du temps. Historiquement, les crises ne déterminent jamais l'avenir que sur le temps long. L'expression « nous n'avons plus le temps » appartient au langage idéologique, pas au politique.

L'Union européenne : décalée, inévitable

L'année 2020 devait être un nouveau départ pour l'UE : une nouvelle Commission se disait « géopolitique » ; le Brexit serait dépassé ; une conférence s'ouvrait pour penser l'avenir de l'Europe. L'ordalie du COVID-19 fut plus prompte.

Elle confirma d'abord – est-ce une surprise ? – que l'Union ne formait pas un corps politique, mais tout au plus un corps psychologique, auprès duquel les populations trouvaient naturel de chercher de la solidarité. Les corps politiques furent, comme de coutume, les États qui s'agitèrent pour demander cette solidarité, ou pour la restreindre, enfin pour exiger une réaction économique des institutions de Bruxelles.

Sommée par les États de devenir acteur de la crise, l'institution européenne s'est mobilisée – et plutôt bien : avec ses banques, au premier chef la Banque centrale européenne, et avec les plans financiers de la Commission. Le cadre de référence européen s'est aussi affirmé avec la proposition franco-allemande acceptant une ébauche de mutualisation des dettes publiques européennes.

Comme toujours désormais, le bilan européen s'avère en demi-teinte : pâle et décisif, inévitable. Comme si les institutions européennes, faute de réelle autonomie, ne se bougeaient qu'admonestées par les États, hier pour une course sans fin vers l'ouverture « libérale », aujourd'hui convertissant brusquement leur *doxa* ; comme si, néanmoins, et compte tenu du haut degré d'intégration européen, les États ne pouvaient se passer de leur mobilisation.

Sur quatre enjeux immédiats de la construction européenne, où en est-on désormais ? La consolidation de l'euro ? La monnaie unique a tenu, mais les conditions de sa pérennité de long terme (gouvernance, budget…) restent en question. Les

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.

relations à venir avec le Royaume-Uni ? L'unité européenne est jusqu'ici réelle, mais elle sera peut-être plus problématique demain, compte tenu d'intérêts commerciaux et financiers divergents entre États membres. La sécurité et la défense communes ? Nul réel progrès de court terme n'est en vue, les Européens préférant s'en remettre à la grâce à venir d'une « bonne » présidentielle américaine confortant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Quant à la sécurité « civile » – par exemple sur la question de la santé – la compétence collective ne semble pas à l'ordre du jour ; pas plus qu'elle n'existait hier. Enfin, quelle cohésion générale de l'Union ? Les divisions entre « anciens » et « nouveaux » membres, entre « rigoureux » et « dépensiers » ont toutes chances de survivre à la crise.

Tout ceci exprime, crûment parce qu'en temps de crise, ce que nous savions : la division ne porte pas sur l'existence de l'Union, mais sur son projet, qui n'a fait l'objet d'aucune discussion sérieuse depuis les élargissements du début de ce siècle.

Résultat : la place de l'UE sur la scène internationale est celle d'un objet, balloté au gré des humeurs et stratégies des autres : séduite puis désespérée par l'Amérique ; hésitant entre méfiance et attraction face aux avances chinoises ; sans stratégie vis-à-vis de son plus proche voisin, la Russie. Russie, Chine et États-Unis, qui multiplient les manœuvres bilatérales ou multi-bilatérales : non pas tant pour diviser l'Europe que pour tenir compte de son inexistence diplomatique.

Se refaire ou se défaire, se penser comme projet politique ou vivoter comme panier de coopérations économiques, comme simple filet de sécurité jusqu'à ce que lui-même se délite : voilà sans doute l'option qui est devant la Conférence sur l'avenir de l'Europe qui s'ouvrira bientôt, avec un retard dû aux attaques du virus de 2020.

Monde arabe : fragile résilience

Le monde arabe a résisté au virus : du moins les pertes humaines y ont-elles été plus limitées que redouté. Les traces de la crise n'y seront pas moins nombreuses, près de dix ans après des printemps qui ont largement échoué à faire évoluer des régimes que l'on avait cru trop vite déclassés.

Les printemps arabes, s'ils ont souvent montré la vigueur des sociétés civiles, n'ont entraîné que fort peu de progrès démocratique dans le fonctionnement des systèmes politiques. Au Maroc, la souplesse du régime a permis la mise en place d'une nouvelle donne politique, tout en préservant ses structures. En Tunisie, une vraie démocratie politique s'est imposée, qui demeure menacée par la fragilité des institutions et de naufrage économique. Ailleurs, c'est plutôt le renforcement du contrôle des sociétés, le durcissement des régimes, qui est la règle : en Égypte, dans les pays du Golfe – et à la lisière du monde arabe : en Turquie. Sans parler de l'anarchie libyenne, syrienne, irakienne.

La décevante décennie post-printemps et la crise du coronavirus vont dans le même sens : un renforcement du contrôle sur les sociétés quand c'est possible ; une aggravation globale du poids des régimes autoritaires ; une situation économique catastrophique, ou menacée (effondrement des cours des matières premières, avant et à cause de la crise) ; une division profonde des sociétés ; et, un peu partout, des contestations internes relevant la tête, des conflits régionaux sans fin.

La contestation des régimes semble bien reprendre force : en Algérie, au Liban, en Irak, en Syrie même… Mais le plus souvent sans être porteuse d'une alternative politique et institutionnelle. La désertification de la société politique imposée par des régimes d'autorité, et la volonté des manifestants de ne pas se faire récupérer, ensemble, produisent l'échec de mouvements qui n'ouvrent aucune voie politique. Comme si la seule certitude héritée des « printemps » était la vieille antienne du président Mao : *On a raison de se révolter !* – moyennant quoi ledit président perdurait au pouvoir…

Après les chocs des printemps, après le choc du COVID-19, trois espaces arabes s'imposent particulièrement à l'attention européenne, décisifs pour modeler notre environnement stratégique. Le Maghreb, avec l'enjeu essentiel de l'Algérie, dans ses deux dimensions de stabilité interne et d'action extérieure, dans l'ensemble Maghreb/Sahel (dont, bien sûr, la Libye). Le Golfe, foyer d'affrontement entre puissances de toutes tailles (Arabie Saoudite/Iran/Israël, Russie/États-Unis/Chine…), avec ses conflits ouverts, le problème de la conversion d'économies de rente et, peut-être demain des régimes déstabilisés par la contestation interne. Le binôme Irak-Syrie enfin, dont on ne voit pas bien comment il pourrait se pacifier sans résolution du problème iranien… Et pour parachever le tout, la perspective de l'annexion israélienne de la Cisjordanie, aux conséquences, au sens propre, imprévisibles.

« L'avenir est quelque chose qui se surmonte[1] »

L'année du virus nous aura montré le monde tel qu'il est : sans structure politique globale – pas d'institution, pas de système organisationnel de référence, sauf peut-être la « structure » informationnelle, qui a joué pendant la crise du COVID-19 un rôle, sans doute dominant, qu'il faudra analyser ; un monde que n'organisent que les compétitions entre puissances opportunistes. Opportunistes, c'est-à-dire qui jouent d'une situation dérégulée pour réaliser vite, et ponctuellement, leurs gains.

Cet état d'an-archie peut-il perdurer ? La crise sanitaire aura-t-elle convaincu que la défense commune des biens communs de l'humanité conditionne sa survie ? Les Européens se résoudront-ils à passer, ensemble, de la poussive administration des choses au gouvernement des hommes – c'est-à-dire au politique, tout simplement ? Le monde arabe, à nos portes, demeurera-t-il enfermé dans la dialectique mortifère qui oppose des sociétés civiles démunies à des régimes de plus en plus répressifs ?

D. D.

1. G. Bernanos, *La Liberté, pour quoi faire ?*, Paris, Gallimard, 1953.

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.